ZOOM

No 37 Novembre 2012

Rue Enning 1
1003 Lausanne
Tél. + fax: 021 3236058
www.relais.ch/relier
e-mail: relier@relais.ch

A propos de toxicomanie en région lausannoise et dans le canton de Vaud

parole à... agenda zoom sur le net infos réseau

Femmes en marge Un genre toujours à part?

édito

Les études s'accordent sur le fait que les femmes sont particulièrement exposées à la précarité, que celle-ci soit professionnelle, économique ou sociale. Sans surprise, ce constat se vérifie pour les femmes dépendantes. Depuis près de 20 ans, les recherches ont mis en évidence les conditions de vie et besoins spécifiques des femmes dans ces situations. Dans le domaine des addictions, les prestations tenant compte du genre ont prouvé leur pertinence, comme l'a démontré la récente *Métaévaluation de l'efficacité du travail sexospécifique en matière de dépendances*[1].

En 2009, la Commission Toxicomanie[2] de Lausanne Région, préoccupée par cette problématique, a mandaté l'Ecole d'Etudes Sociales et Pédagogiques de Lausanne (eesp) pour mener une enquête sur la situation des femmes en grande difficulté et leur fréquentation du réseau d'aide socio-sanitaire de la région lausannoise. En septembre 2011, le rapport *Femmes en marge un genre à part?*[3] est publié.

Une démarche similaire a déjà été entreprise en 1998: une enquête[4] a analysé la situation des femmes dépendantes en Suisse romande et leurs besoins ainsi que l'adéquation entre ces besoins et l'offre de prise en charge existante.

En novembre 2010, sur la base des thèmes mis en évidence dans l'enquête menée par l'eesp, la Commission Toxicomanie de Lausanne Région et Rel'ier ont organisé une journée publique de réflexion. Une centaine de personnes, professionnel-le-s des addictions ou d'autres domaines, ainsi que des politiques ont pu échanger et réfléchir collectivement à ces questions. Les synthèses des ateliers complètent la recherche *Femmes en marge un genre à part?* Cette journée a donné une légitimité et une visibilité certaine à cette thématique.

Dans ce Zoom, nous allons restituer les recommandations issues de l'enquête ainsi que les mesures à prendre pour optimiser les prestations correspondant aux besoins identifiés.

Et aujourd'hui, qu'en est-il? Pour répondre à cette question, nous donnerons la *Parole à...* Mme Viviane Prats, Professeure à l'eesp, qui a mené cette recherche.

---

1 Référence, voir à la fin du Zoom, rubrique *Pour en savoir plus...*

2 Composée de Municipales et Municipaux représentant les 29 communes de la région lausannoise, cette commission se nomme aujourd'hui *Dépendances et prévention*. Renseignements www.lausanneregion.ch

3 *Femmes en marge un genre à part?* Prats Viviane, Baechler Diane, eesp, septembre 2011, www.lausanneregion.ch

4 *Points de vue sur les toxicodépendances des femmes en Suisse romande.* Groupe de travail femmes, dépendances, Lausanne, 1998.

Femmes en marge un genre à part?

Dans le cadre de cette enquête, 19 femmes ont été rencontrées dans l'espace public afin d'évaluer, avec elles, les motifs de fréquentation ou non du dispositif de prise en charge socio-sanitaire lausannois. Parallèlement, les professionnel-le-s du réseau d'aide et de soins ont également été interrogé-e-s sur leur évaluation des besoins spécifiques des femmes.

Problématiques principales, recommandations et mesures préconisées par l'enquête[1].

Les trajectoires de vie

Les parcours des femmes sont souvent marqués par une initiation précoce à la consommation et un décrochage scolaire et professionnel.
Il est donc nécessaire de développer des projets visant à prévenir et à intervenir rapidement avant que les situations ne se péjorent (différentes démarches sont recensées dans la brochure *Interventions précoces*[2]). Il s'agit donc de

- Soutenir et renforcer les mesures permettant de prévenir les situations d'exclusion en renforçant les interventions dans le domaine de la formation (mesures de transition[3]).
- Favoriser les formations des professionnel-le-s dans ce domaine pour soutenir la démarche d'une intervention précoce.

Pour les femmes qui sont à la rue:

- Mettre en place une consigne sociale qui permettrait de déposer en toute sécurité les bagages et les objets qui leur appartiennent. Cette mesure, relativement simple à mettre en place, peut être envisagée dans les locaux des structures existantes ou en projet.
- Débuter une réflexion avec les professionnel-le-s pour envisager la possibilité d'ouvrir un lieu d'accueil destiné aux femmes fragilisées.

La stigmatisation

La majorité des femmes rencontrées met en évidence des difficultés inhérentes aux représentations sociales et aux regards discriminants dont elles se sentent victimes. Ce sentiment participe aux difficultés rencontrées dans leur quotidien. Il s'agit donc de

- Travailler à changer les représentations sociales autour de la problématique de l'addiction y compris auprès des professionnel-le-s généralistes.
- Intégrer l'approche genre dans la formation initiale et soutenir la formation continue dans ce domaine.

Le logement[4]

La problématique du logement est évoquée par plusieurs femmes, en raison de la difficulté à y accéder et /ou de pouvoir le conserver sur le long terme dans les situations de fragilité. Il s'agit donc de

- Créer des logements financièrement accessibles pour ces personnes.
- Mettre en place des logements bénéficiant d'un soutien avec suivi socio-éducatif.
- Etudier la possibilité de mettre en place des alternatives au logement individuel sur le modèle de l'appartement communautaire.

L'accompagnement de proximité

Les femmes qui ne fréquentent pas ou peu les structures d'aide mettent en évidence le fait que les mesures les plus aidantes viennent de l'accompagnement offert par les TSHM[5]. Il constitue le premier maillon permettant la création d'un lien significatif et l'orientation dans le réseau d'aide et de soin. Il s'agit donc de

- Renforcer et soutenir les équipes existantes qui contribuent à maintenir ces femmes en lien avec la société et qui favorisent l'accessibilité aux structures d'aide.

L'insertion professionnelle et occupationnelle

Il est évident que certaines femmes ne sont pas employables selon les critères attendus par le monde professionnel. Néanmoins, il est important de réfléchir à la mise en place et au soutien d'alternatives permettant de réinsérer ces personnes au travers de projets favorisant la mise à niveau de leurs compétences. Il semble aussi judicieux de mettre en place des alternatives occupationnelles, souples, permettant de structurer leur temps et de leur rendre un bout de dignité. Il s'agit donc de

- Proposer des rattrapages scolaires de base.
- Mettre en place des ateliers protégés ou des mesures emplois offrant des prestations souples et moins exigeantes que les propositions existantes.

La maternité et l'accompagnement à la parentalité

Dans le canton de Vaud, il n'existe aujourd'hui plus de structure résidentielle dans le domaine des addictions offrant un accueil parent-enfant. Les relations entre le Service de Protection de la Jeunesse et les parents toxicodé-

pendants semblent souvent problématiques, ce qui augmente l'anxiété des parents. Il s'agit donc de

- Former les professionnel-le-s pour permettre un accompagnement de la parentalité qui s'inscrive dans un véritable partenariat sans jugement négatif polluant la relation professionnel-parent.
- Pour les services de protection de l'enfance, mettre systématiquement en place une médiation avec les professionnel-le-s du réseau addiction pouvant accompagner les parents dans la proximité.
- Allouer des ressources supplémentaires aux TSHM pour que ce travail puisse être fait.

parole à...

Viviane Prats,

Professeure à la HES-SO, Haute école de travail social et de la santé – Vaud, eesp, Lausanne.

Votre enquête a mis en évidence la précarité dans laquelle vivent ces femmes. Qu'est-ce qui vous a particulièrement marqué?

Ce qui est vraiment marquant, c'est de voir à quel point ces femmes cumulent les vulnérabilités. Quand les femmes arrivent dans les institutions, elles ont accumulé les difficultés, elles sont dans des situations plus graves que celles des hommes, ce qui avait été relevé en 1998 déjà. Le fait d'être une femme a un effet délétère sur l'arrivée dans les structures d'aide.
De ce point de vue, la situation n'a pas tellement évolué: au niveau du regard social, il y a encore beaucoup plus de dureté à l'encontre des femmes qu'à l'encontre des hommes.
Un autre élément, mis en évidence dans le cadre de l'enquête, est la transmission intergénérationnelle des problématiques de consommation. C'est un peu comme s'il y avait une reproduction des schémas; cela doit nous inquiéter et également nous interroger sur les prestations qui sont offertes et sur notre capacité à éviter la transmission de cette problématique d'une génération à l'autre.
La question de la maternité et des enfants est également préoccupante. Les femmes racontent les difficultés auxquelles elles doivent faire face pour être reconnues comme parent et pas seulement comme toxicomane. La question de la parentalité est une question complexe car il faut arriver à mettre en place des interventions qui permettent à la fois d'instaurer une véritable protection de l'enfance et cela, sans dénier le droit à la parentalité des femmes. Il y a encore des réflexions à mener et aussi du travail pour changer les représentations et les disqualifications à la fois des professionnel-le-s du domaine des addictions et de la protection de l'enfance, et également celles des mères concernées.

Comment les situations des femmes sont-elles perçues par les professionnel-le-s?

Je pense qu'il y a plusieurs types de professionnel-le-s. Il y a celles et ceux qui travaillent dans le champ des dépendances et qui ont aujourd'hui une sensibilisation à ces problématiques, et les autres professionnel-le-s, qui sont probablement aujourd'hui encore moins sensibilisé-e-s aux approches genre. Il est vrai que dans le domaine des addictions, il existe depuis de nombreuses années des formations et des espaces réflexifs, comme la plateforme Genre et dépendances du GREA, dans lesquelles ces questions spécifiques sont abordées.
Cette perception a une incidence sur la manière dont les professionnel-le-s vont prendre en compte ces situations. De ce point de vue, il semble encore nécessaire de développer chez les professionnel-le-s des habiletés pour leur permettre d'intégrer ces aspects dans leurs pratiques quotidiennes. Une des difficultés est de vérifier véritablement comment la dimension genre est intégrée dans la pratique: les professionnel-le-s disent le faire mais sans jamais vraiment expliciter «comment» ils le font. C'est pourquoi, il reste encore des efforts à faire, en terme de formation, pour leur donner les outils nécessaires.
Les différentes enquêtes menées sur les femmes dépendantes mettent toutes en évidence que la qualité de l'accueil et le premier contact sont déterminants pour la poursuite de la prise en soin. Cette dimension semble assez simple de premier abord, mais on voit bien au travers des témoignages que les

---

1 Repris des *Recommandations de l'étude de Femmes en marge un genre à part?*, Prats Viviane, Baechler Diane, eesp, septembre 2011. www.lausanneregion.ch

2 Brochure éditée par le GREA et l'OFSP, informations et commande www.intervention-precoce.ch

3 Ces formations existent par ailleurs: la FORDD qui offre un CAS et un DAS en Addictions pour les spécialistes et les formations continues mises en place dans le cadre du GREA qui s'adressent aux non-spécialistes également.

4 Voir Zoom 36, Précarité du logement – réflexion et pistes de réponses, juin 2012.

5 TSHM, Travailleur social hors-murs.

femmes ne rencontrent pas toujours, en terme d'accueil, ce que l'on pourrait attendre. C'est un peu comme si, parfois encore, elles étaient perçues comme des citoyennes de seconde zone.

Vous qui avez participé à l'enquête «Points de vue sur les toxicodépendances des femmes en Suisse romande» en 1998, percevez-vous des changements ?

Oui, il y a eu des changement, car en s'emparant de ces problématiques et en les rendant visibles, cela a participé au changement du regard des professionnel-le-s des addictions. Mais je pense qu'il y a tout un travail qui reste à faire. Dans la politique des drogues, on a longtemps considéré les «questions genre» (comme les «questions migration») comme étant transversales, ce qui en soit n'est pas une mauvaise idée. Mais, j'ai toujours eu la crainte que la transversalité soit aussi un moyen de ne jamais véritablement traiter de ces questions. Et on voit bien aujourd'hui, au niveau de la Confédération, que ces questions ne sont plus véritablement d'actualité et ne sont pas une priorité.
De manière générale, la responsabilité des professionnel-le-s est de faire remonter aux politiques les différentes problématiques sociales. Dans cette perspective, ce rapport est utile à la Commission toxicomanie de Lausanne Région car il propose, au travers des recommandations, un certain nombre d'actions à mettre en place pour permettre une amélioration de la situation des femmes concernées. Par ailleurs, l'ensemble de la démarche a permis, lors de la journée publique, la rencontre entre les professionnel-le-s et les politiques. De ce point de vue, il semble essentiel de pouvoir mettre en évidence que cette démarche est rare et relativement novatrice. Ce croisement des regards entre les uns et les autres permet sans aucun doute d'améliorer à la fois la compréhension de la problématique, mais également de faire connaître la réalité et les contraintes qui sont celles des politiques.

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Metaevaluation zur Wirksamkeit gendersensibler Suchtarbeit,** Lisa Guggenbühl, Charlotte Bütler, Dr. Regula Ruflin, OFSP, Gender Health, Berne, novembre 2012; Rapport final et Résumé en français, voir Plateforme Genre et dépendance *www.grea.ch*
- **Prise en charge adaptée aux besoins spécifiques des femmes et des hommes,** Marie-Louise Ernst, OFSP, 2012. Brochure à commander gratuitement ou télécharger *www.bag.admin.ch* ➤ *Services* ➤ *alcool, tabac, drogues*
- **Plateforme Genre et dépendance du GREA** *www.grea.ch*
- **Infodrog** *www.infodrog.ch* ➤ *Diversité* ➤ *Genre*

agenda

30 janvier 2013

Addiction et populations vulnérables, Prévention des discriminations, Lausanne, Section d'addictologie et Unité des populations vulnérables.
Renseignements et inscription *www.formation-continue-unil-epfl.ch*

25 avril 2013

Les familles au cœur de la prévention : potentiels et défis, Regard au-delà de nos frontières, Congrès national d'Addiction Suisse, Bienne.
www.addictionsuisse.ch

Formations – Renseignements et inscription *www.grea.ch*

6 et 7 février 2013, Connaître et prévenir le burn out.

13 mai, 27 mai et 10 juin 2013, Travailler avec les émotions.

24 et 31 mai et 7, 14 et 21 juin 2013, Formation de base en addictions.

Nightlife Vaud

Un projet de prévention et de réduction des risques en milieu festif

Participez à notre enquête sur *www.nightlifevaud.ch*

Impressum

REL'IER:
Relais Information et Réseau
Rue Enning 1
1003 Lausanne
Tél.+ fax: 021 3236058
www.relais.ch/relier
e-mail: relier@relais.ch

Responsable de la publication: Rel'ier, Valérie Dupertuis
Graphisme: Fabio Favini

Zoom est financé par la Ville de Lausanne